

Colloque International

APPEL A COMMUNICATION

VENT DEBOUT !

Dynamiques communicationnelles, mobilisations écologiques et participations citoyennes contemporaines



Université Paris-Panthéon-Assas
23 et 24 novembre 2023 | Paris

SOMMAIRE



01

PRESENTATION - P.1

02

ARGUMENTAIRE - P.3

03

AXES DE RECHERCHE - P.5

04

INVITES ET COMITÉS - P.10

05

CALENDRIER ET
MODALITÉS D'ENVOI - P.11

06

BIBLIOGRAPHIE - P.12



PRESENTATION

INFORMATIONS PRATIQUES

Le colloque aura lieu à Paris (France) dans les locaux de l'Université Paris-Panthéon-Assas, les 23 et 24 novembre 2023.

- Les propositions de communication (Word ou PDF), en français ou en anglais comprendront : prénom et nom, titres et fonctions, institutions de rattachement (p. ex. université, laboratoire), coordonnées de l'auteur (courriel), **un résumé entre 4000 et 6000 signes espaces inclus (hors bibliographie)**. Il est demandé aux auteurs de respecter les normes bibliographiques APA et d'ajouter 4 à 6 mots clés.
- Un deuxième fichier devra inclure seulement une version entièrement anonymisée du résumé et de la bibliographie (vérifier que l'identité de l'auteur n'apparaisse pas dans les métadonnées).
- Les résumés de contribution au colloque sont attendues pour le **1 juin 2023** (maximum) sur la plateforme : <https://vent-debout.sciencesconf.org/>
- Un e-mail accusant réception des propositions sera envoyé. Si la proposition est retenue, les auteur.es en seront informés.

Informations : <https://vent-debout.sciencesconf.org/>



PRESENTATION

Depuis sa création en 2018, le groupe d'études et de recherches « Communication, Environnement, Sciences et Société » (GER ComENss) de la Société Française des Sciences de l'Information et de la Communication (SFSIC) réunit plus d'une soixantaine de membres spécialistes de la communication environnementale, en France et à l'étranger. Ce groupe organise un colloque annuel où s'articulent recherche scientifique et acteurs sociaux et professionnels (collectivités, associations, agences de communication, etc.). Après plusieurs colloques portant sur les hérauts et héros de l'environnement (2020), les controverses autour des transitions écologiques (2021) et la communication végétale émergente dans l'espace public (2022), le GER ComENss s'associe à l'Académie des Controverses et de la Communication Sensible (ACCS) pour proposer une édition consacrée aux mobilisations écologiques et ses dynamiques de communication. Les problématiques en lien avec l'écologie et l'environnement sont non seulement nombreuses, mais urgentes : climat, biodiversité, équilibre des écosystèmes terrestres et aquatiques, bien-être et agentivité animale, pollutions, etc. Si ces problèmes peuvent faire l'objet d'une prise en charge publique, des répertoires d'action collective se déploient également.

Plus d'informations, sur le site du GER

<https://comenvironnement.hypotheses.org/>



ARGUMENTAIRE

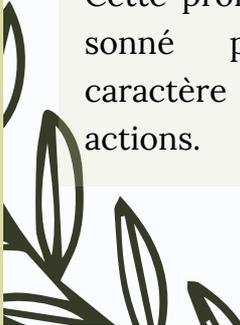


L'objectif de ce colloque est d'explorer l'éventail d'actions en matière d'écologie ainsi que les dynamiques info-communicationnelles développées par les mouvements sociaux qui s'y intéressent. Ces derniers mettent en place un agir-ensemble intentionnel orienté par une logique de revendications (causes), en identifiant des adversaires et en organisant des mobilisations qui fonctionnent comme un appel aux acteurs (Neveu, 2005).

Ce répertoire comprend des actions de communication (brochures, flyers, médias, internet, réseaux sociaux), juridiques (lobbying, plaidoyer), pédagogiques (éducation à l'environnement), artistiques, scientifique, professionnelles, etc.

Des travaux précurseurs sur les mobilisations écologistes soulignent le fait que le répertoire de communication a pour objectif de tenir « éveillée » une opinion, sans être mobilisée continuellement (Ollitrault, 1999). Tenus à apporter des preuves et des arguments justifiant de leur action, et organisant leurs actions en termes d'effets, de reprises potentielles et de cible, ces mouvements ont vu accroître leurs compétences professionnelles.

Cette professionnalisation croissante a sonné progressivement le glas du caractère artisanal ou spontané des actions.



D'autres auteur·es se sont intéressé·es aux conditions de réussite des mobilisations médiatiques, parmi lesquelles peuvent être citées la proximité entre journalistes et mouvements sociaux ainsi que la capacité de ces derniers à produire des « événements pour journalistes » (Marchetti, 1998). L'action collective veille alors à créer des conditions sociales favorables à l'intérêt que les médias portent aux enjeux environnementaux (Comby, 2009), aussi bien qu'à imposer sa définition des problèmes et des solutions (Crespin & Ferron, 2016). Pour faire en sorte que le débat public ne se désintéresse pas des causes liées à l'écologie, les répertoires d'action font l'objet de reprises, de recyclage et de renouvellement, dans le but d'éviter des effets de déjà-vu et d'usure. Au-delà du domaine médiatique, il en va alors d'un enjeu majeur, celui de la légitimité des luttes environnementales dans l'espace public. Avec quels argumentaires, actions, savoirs et ethos justifier de cet engagement ? Quels cadrages produire, pour quels interlocuteurs, et jusqu'où se mobiliser ? Quels effets sont attendus lorsque ces acteurs énoncent les questions écologiques en termes de problèmes, d'urgences, de crises (Baxerres *et al.*, 2021) ou de controverses (Allard-Huver, 2021) ? Plus encore, quelle « nature » est jugée digne d'être défendue, et contre quoi lutter ?

ARGUMENTAIRE



Tout comme d'autres mouvements sociaux, les mouvements écologistes oscillent entre formes consensuelles et formes conflictuelles d'action, dans une tension entre reconnaissance des autorités et des pouvoirs publics (participation aux instances institutionnelles, concertations, dialogues) et illégalité (occupations, sabotages, recours à la violence). Comment justifier des intrusions et des perturbations dans des scénarios pluriels, des plus quotidiens (transports, habitat, loisirs) à ceux a priori plus éloignés des préoccupations environnementales (sport, mode, luxe) ? Des formes de radicalité, qu'elles soient déjà éprouvées ou plus récentes, avec toute la prudence à conserver quant au label « radical » (Robineau, 2020), coexistent avec ou mettent à mal les formes de concertation environnementale (Allard-Huver & Stein, 2022). Dans cette tension entre ce qui peut être considéré comme légitime ou illégitime par des acteurs avec des intérêts potentiellement divergents, émergent des appellations disqualifiantes, véhiculées notamment par des acteurs politiques et médiatiques, comme « Khmers verts », « Ayatollahs écologistes », « écoterroristes », « Amish », « zadistes » ou encore « pastèques » (car vert en surface mais rouge dedans).

Ces emprunts néologiques semblent suivre le destin discursif du terme « bobo », catégorie devenue une figure-repoussoir servant à délégitimer et à ringardiser nombre de luttes sociales (Authier *et al.*, 2018), tout comme désormais les supposés « islamo-gauchistes » ou autres « wokistes ». Plus largement, seront appréciés les travaux et les terrains portant un intérêt aux mouvements des Suds, dans lesquels les militances environnementales sont particulièrement risquées. En effet, qu'il s'agisse des modalités de contestation et de résistance, de la teneur et de la circulation des controverses politiques et scientifiques, les différences sont flagrantes avec les pays dits du Nord : menaces, intimidations, disparitions forcées et assassinats ont pour but de dissuader les populations à s'engager dans la défense de leurs terres et de leurs cultures[1]. De même, les propositions de communication à la croisée entre luttes environnementales et luttes sociales liées au genre, à la race et aux classes sociales sont attendues.

[1] Rien qu'en Amérique Latine, l'ONG Global Witness a recensé 200 activistes assassinés en 2021 et 227 l'année précédente.

Source :

<https://www.globalwitness.org/en/campaigns/environmental-activists/decade-defiance/#accounting-over-half-2021-attacks-mexico-colombia-and-brazil>, consulté le 10 mars 2023.



AXES DE RECHERCHE

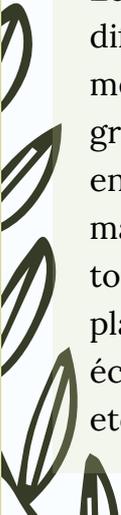


En plus de ces questionnements transversaux, trois axes de recherche (non exhaustifs) articulent cet appel à communications :

1. RÉPERTOIRES DES LUTTES ET DES MOBILISATIONS DANS UN ENVIRONNEMENT MÉDIATIQUE CHANGEANT

Dans la lignée de travaux sur les participations citoyennes et les mobilisations collectives dans la sphère publique autour de questions environnementales (Carlino & Stein, 2019; Chambru, 2015 ; Libaert & Pierlot, 2005 ; Mabi, 2016), cet axe questionne les différents types et formes de mobilisations – médiatique, juridique, scientifique – ainsi que les différentes parties-prenantes citoyens, scientifiques, professionnels – prenant part à ses actions, et ce tout particulièrement dans un environnement médiatique changeant conduisant à un renouvellement voire à une radicalisation des discours et des mobilisations.

Les travaux pourront s'intéresser aux différents répertoires d'actions médiatiques, à la manière dont les groupes engagés dans des mobilisations environnementales attirent et maintiennent l'attention médiatique, tout comme à l'émergence de pure-players dédiés aux problématiques écologiques (Reporterre, Le Vert Média, etc.).



Ces derniers viennent à leur tour transformer le traitement médiatique des questions en lien avec les questions climatiques et l'effondrement de la biodiversité comme en témoigne, par exemple, la récente Charte pour un journaliste à la hauteur de l'urgence environnementale.

Plus encore, les mobilisations discursives proposent des manières nouvelles et inédites de dire et d'envisager la place de l'être humain dans le monde, notamment vis-à-vis des lieux naturels et du vivant. S'engageant dans une dynamique de remise en cause des dénominations qui sous-tendent une perspective instrumentale et naturaliste (Descola, 2005), comme « développement durable » (Gagnebien, 2012 ; Krieg-Planque, 2010), ces mouvements répondent voire prennent le contre-pied des stratégies de dénomination positive et des éléments de langages parfois déployés lors de stratégies de communication sur des sujets sensibles (Libaert & Allard-Huver, 2014).

1. RÉPERTOIRES DES LUTTES ET DES MOBILISATIONS DANS UN ENVIRONNEMENT MÉDIATIQUE CHANGEANT



Nous accueillons donc également les communications qui interrogent le déploiement de ce langage engagé (Guedj et al., 2022) et proposent des cadrages davantage conflictuels des problèmes d'écologie, comme c'est le cas pour des formules comme « obsolescence programmée » (Botero, 2013).

Les travaux de cet axe permettront également d'observer comment les actions et les mobilisations s'ajustent aux formes et contraintes créées par les plateformes des réseaux sociaux.

La cohabitation de formes classiques de mobilisations (blocage du périphérique parisien par Extinction-Rébellion ou fauchage de champs OGM par des militants) avec des actions aux formats courts des réseaux sociaux (Tik Tok, Snapchat) semble conduire à l'émergence des nouveaux acteurs créateurs de contenu sur l'écologie mais également à des formes d'engagements davantage radicales et clivantes propres à faire le « buzz » (Stop Oil), tout comme elle invite à revoir des formes d'engagements classiques au prisme de leurs avatars numériques (e-pétitions).

De cette hybridation des registres et des formes d'actions, se pose aussi la question de l'ambivalence des publics et de leurs perceptions entre le risque d'entraîner les acteurs vers une forme de passivité (clickactivisme ou slacktivisme) ou vers un rejet des actions radicales qui, in fine, dessert la cause.

Enfin, les actions juridiques – regroupement des associations et ONG introduisant recours, plaintes et actions devant les différentes cours de justices – pourront également faire l'objet d'une analyse, notamment de leur efficacité et de leur utilisation dans le cadre de stratégies de communication coordonnées (L'affaire du siècle, Justice pour le Vivant) ou dans des mobilisations au long cours (chlordécone, néonicotinoïdes, CUEJ, etc.). Ces dernières interrogent l'investissement nécessaire – parfois en vain – des militants dans les différentes stratégies déployées, mais également les réactions des populations touchées dans un mouvement qui vise à inverser la charge de la preuve et à faire peser les externalités négatives sur les producteurs de risques (Beck, 2008).



2. PARTICIPATION, EXPERTISES CITOYENNES ET TRAJECTOIRES MILITANTES



Nous souhaitons avec cet axe explorer le spectre de l'engagement allant du bénévolat informel aux formes de professionnalisation les plus développées, notamment avec la création de postes auparavant inexistantes dans les structures associatives et les ONG. Divers travaux ont analysé les dialogues entre savoirs scientifiques et savoirs dits « profanes » (Topçu et al., 2008), quand d'autres proposent un panorama des structures promotrices de la participation scientifique en sciences avec la montée en expertise ou le développement de contre-expertise (Ballet, 2011 ; Charvolin, 2019) et tout particulièrement un numéro d'Études de communication publié en 2021, porté par des membres du GER ComENss sur les sciences participatives. On observe également le développement de réseaux de recherche visant à produire des arguments scientifiques solides, la création de supports pédagogiques, de médiation scientifique, éducation à la nature et à l'environnement, de l'engagement dans les jeux vidéos et webdocumentaires (Gagnebien & Bailleul, 2016), aides la création de nouveaux récits pour les communicants (Sussfeld & Gagnebien, 2023) ; autant de

tentatives pour garder un monopole des problèmes et des solutions et contrecarrer la désinformation environnementale (dénis climatique, négation des causes anthropiques, etc.). Dans deux séries écrites par Nicolas Truong pour Le Monde (série 1, août 2020 intitulée « Le tournant écopolitique de la pensée française » ; série 2 août 2021 intitulée « Naturalistes, écrivains, historiens, philosophes... Ces penseurs qui inventent de nouvelles façons d'habiter la Terre »), on observe un engagement de plus en plus militant des chercheurs, toutes disciplines confondues, mais surtout une sensibilisation des lecteurs aux diverses causes mentionnées. Des productions culturelles et médiatiques (telles que le film Demain en 2015 de Cyril Dion ou les émissions comme La Terre au carré ou Co2 mon amour, pour ne citer qu'elles) en viennent également à présenter ces nouvelles trajectoires de lutte ; comme celles de Jon Palais (co-fondateur d'Alternatiba et d'Action non violente-cop 21) ou de Sylvine Bouffaron, qui a fondé l'une des Bases en France, à Lyon.





2. PARTICIPATION, EXPERTISES CITOYENNES ET TRAJECTOIRES MILITANTES

Ces collectifs se caractérisent par une radicalisation des pratiques avec des actions non violentes mais de plus en plus mobilisatrices notamment auprès des jeunes générations (enquête réalisée l'été 2020 après de plus de 1000 personnes âgées entre 15 et 35 ans par Convergence, ACTED, 2023) avec 7 jeunes sur 10 qui déclarent vouloir s'engager pour le climat. Ainsi, pour reprendre l'enquête mais aussi Eric Neveu : « Participer à une action collective ne se réduit ni à la revendication intéressée, ni à faire valoir une vision d'une société juste. C'est aussi s'interroger sur sa propre vie, mettre en scène un style de vie, faire jouer l'engagement comme travail sur soi-même, se confronter à des enjeux moraux, explorer une créativité inexploitée » (2005 : 107).

Cet axe interrogera donc les trajectoires socio-démographiques des militant·es, leurs ethos et plus précisément les « déclencheurs » qui favorisent ces engagements.





3. HYBRIDITÉS : MILITANTISME ET ETHOS PROFESSIONNELS

Cet axe interroge les questions d'hybridité entre Science, engagement social/citoyen, militantisme, engagement du chercheur, métiers engagés et double légitimité. Nous nous intéressons alors aux types d'engagement professionnel (y compris des scientifiques) conduisant à des formes particulières de militance, tantôt assumée, tantôt mise en cause ou reniée.

Les questions de croisement entre dimension scientifique et dimension militante des discours et actions portés par des chercheurs ont été largement étudiées depuis le milieu du XXe siècle. Beaucoup de travaux ont particulièrement porté sur les positionnements politiques (Corcuff, 2011 ; Ollitrault, 1996). D'autres, plus récemment, ont investigué les aspects liés à l'écologie, l'environnement et aux questions climatiques. Plus largement, la question de l'engagement (Couture, 2018 ; Daré & Venot, 2016) semble susciter un regain d'intérêt : si ces thèmes semblaient être moins présents lors des dernières décennies, ils reviennent massivement au cœur des préoccupations.

De nombreux articles de recherche, mais aussi de vulgarisation des journées d'études et ateliers-débats sont organisés (Dossier de presse fête de la science, 2022 ; ESPGG, 2022 ; INRAE, 2023). Nous nous intéresserons ici aux formes les plus contemporaines des liens science-engagement social.

Dans ce contexte, les propositions de contributions pourront porter, par exemple, sur la question de la légitimité du chercheur et sa remise en cause, la question de l'engagement, l'utilisation de la légitimité scientifique pour appuyer une démarche militante, le lien entre les thématiques de recherche et l'engagement citoyen....

Cependant, cet axe ne souhaite pas limiter les contributions aux questions concernant les métiers de la recherche et autres professions scientifiques. Il ouvre aussi aux questionnements portant sur d'autres types de métiers parfois aussi largement concernés par ces hybridités entre ethos professionnel et engagement militant. Qu'il s'agisse des juristes, de maraîchers, d'architectes, etc., nombreux sont les milieux dans lesquels ces dimensions se croisent, voire interfèrent. En prolongement, les contributions pourront également traiter des bifurcations professionnelles, en lien tant avec les questions d'éthique que de sensibilité et/ou d'engagement.



INVITES ET COMITES



PERSONNALITÉS INVITÉES

Sylvie Ollitrault, Directrice de recherche de l'Ecole des hautes études en santé publique (EHESP), CNRS

Francis Hallé, botaniste et biologiste

COMITÉ D'ORGANISATION

François Allard-Huver, CREM

Nataly Botero, Carism

Amélie Coulbaut-Lazzarini, GRESEC

Anne Gagnebien, IMSIC

Justine Lalande, UQAM/ACCS

Thierry Libaert, ACCS

Arnaud Mercier, Carism

Bernard Motulsky, UQAM/ACCS

Iris Viloux, Carism

10

COMITÉ SCIENTIFIQUE

Camille Alloing, LabFluens

Vincent Carlino, CREM et CHUS

Andréa Catellani, LASCO

Celine Cholet, CHUS, MICA et Arts et métiers

Benjamin Ferron, CEDITEC

Corinne Gendron, UQAM

Béatrice Jalenques Vigouroux, LERASS, Lasco

Emilie Kohlmann, Gresec

Valérie Lehmann, UQAM.

Clément Mabi, COSTECH

Cyril Masselot, CIMEOS

Nanta Novello Paglianti, CIMEOS

Céline Pascual Espuny, IMSIC

Sylvie Ollitrault, CNRS, EHESP

Daniel Raichvarg, Cimeos

Clément Roux, Carism

Marine Siguier, UMR CNRS IDEES

Albin Wagener, Rennes 2, INALCO

Stéphanie Yates, UQAM



CALENDRIER ET MODALITÉS D'ENVOI



CALENDRIER

Mi-avril 2023 : publication appel

1er juin 2023 : date limite d'envoi des propositions de communication

Début juillet 2023 : retour aux auteurs et autrices

15 septembre 2023 : confirmation de participation

1e octobre 2023 : diffusion du programme définitif

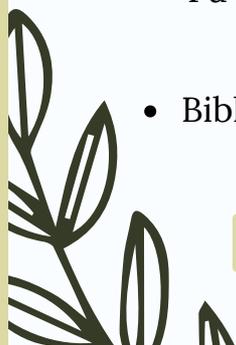
11

MODALITÉS D'ENVOI DES PROPOSITIONS

Un fichier format word ou PDF à déposer sur scienceconf et comprenant les éléments suivants :

- Résumé en français ou en anglais entre 4000 à 6000 signes maximum (espaces compris), hors bibliographie. Dépôt du résumé sur la plateforme : <https://vent-debout.sciencesconf.org/>
- 4 à 6 mots clés.
- Bibliographie en format APA.

Le colloque donnera lieu à une publication (modalités à venir).



BIBLIOGRAPHIE



Allard-Huver, F. (2021). « Ce que les SIC font aux controverses environnementales, ce que les controverses environnementales font aux SIC ». *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, 21, Article 21. <https://doi.org/10.4000/rfsic.10215>

Allard-Huver, F., & Stein, M. (2022). Introduction du supplément 2022 A: La concertation citoyenne en environnement. *Les Enjeux de l'Information et de la Communication*, 23/2,5-14.

Authier, J.-Y., Collet, A., Giraud, C., Rivière, J., & Tissot, S. (2018). Les bobos n'existent pas. *Presses universitaires de Lyon*.

Ballet, J. (Éd.). (2011). *Comment préserver les ressources naturelles: Le mythe de la gestion participative*. Éditions Rue d'Ulm.

Baxerres, C., Dussy, D., & Musso, S. (2021). Le vivant face aux « crises » sanitaires. *Anthropologie & Santé. Revue internationale francophone d'anthropologie de la santé*, 22, Article 22. <https://doi.org/10.4000/anthropologiesante.9735>

Beck, U. (2008). *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*. Flammarion.

Botero, N. (2013). Analyse discursive de la formule « obsolescence programmée »: Entre passivation et agentivité. *Le Discours et la Langue Revue de linguistique française et d'analyse du discours*, 5.1. <https://hal.science/hal-03125579>

Carlino, V., & Stein, M. (Éds.). (2019). *Les paroles militantes dans les controverses environnementales*. PUN-Editions universitaires de Lorraine.

Chambru, M. (2015). L'utopie délibérative de la mouvance antinucléaire et les paradoxes de son expérimentation. *Communication & Organisation*, 48, 61-72.

Charvolin, F. (2019). *Les sciences participatives au secours de la biodiversité: Une approche sociologique*. Éditions Rue d'Ulm.

Comby, J.-B. (2009). Quand l'environnement devient « médiatique ». Conditions et effets de l'institutionnalisation d'une spécialité journalistique. *Réseaux*, 157-158(5-6), 157-190. <https://doi.org/10.3917/res.157.0157>

Corcuff, P. (2011). Le savant et le politique. *SociologieS*. <https://doi.org/10.4000/sociologies.3533>



BIBLIOGRAPHIE



Couture, S. (2018). *Réguler les rapports entre recherche scientifique et action militante*. <https://scienceetbiencommun.pressbooks.pub/neutralite/chapter/couture/>

Crespin, R., & Ferron, B. (2016). Un scandale à la recherche de son public. La construction médiatique du problème de la « pollution de l'air intérieur » en France (1995-2015). *Politiques de communication*, 7(2), 151-181. <https://doi.org/10.3917/pdc.007.0151>

Daré, W., & Venot, J.-P. (2016). Dynamique des postures de chercheurs-engagés. *Anthropologie & développement*, 44, Article 44. <https://doi.org/10.4000/anthropodev.514>

Descola, P. (2005). *Par-delà nature et culture*. NRF : Gallimard.

Gagnebien, A. (2012). *Le Développement durable : D'une innovation conceptuelle à une innovation communicationnelle*. Thèse de doctorat en Sciences de l'information et de la communication sous la direction de Dominique Carré, soutenue en 2012 à l'Université Paris 13

Gagnebien, A., & Bailleul, H. (2016). Maquette 3D, serious game, webdocumentaire : Les dispositifs numériques façonnent-ils l'engagement citoyen dans les projets de ville durable ? in Alemanno S., Beciu C., Oprea D.-A. *Communications publiques et organisationnelles. Intersections des savoirs*, Comunicare.ro, p.149-172.

Guedj, R., Him-Aquilli, M., Nossik, S., & Noûs, C. (2022). *Le langage enragé. Resémantiser la critique en sciences sociales du langage*. *Semen. Revue de sémio-linguistique des textes et discours*, 50/2, Article 50/2. <https://doi.org/10.4000/semen.16505>

Krieg-Planque, A. (2010). La formule "développement durable": Un opérateur de neutralisation de la conflictualité. *Langage et société*, 134(4), 5-29. <https://doi.org/10.3917/ls.134.0005>

Libaert, T., & Allard-Huver, F. (2014). La communication sur les sujets sensibles au prisme des sciences de l'information et de la communication. *Communiquer. Revue de communication sociale et publique*, 11, 81-100. <https://doi.org/10/ggq5cq>

Libaert, T., & Pierlot, J.-M.(2005). *Les Nouvelles Luttés sociales et environnementales. Notre-Dame-des-Landes, droit au logement, gaz de schiste, expérimentation animale...* Vuibert.



BIBLIOGRAPHIE



Mabi, C. (2016). Luttés sociales et environnementales à l'épreuve du numérique : Radicalité politique et circulation des discours. *Etudes de communication*, n°47(2), 111-130.

Marchetti, D. (1998). Les conditions de réussite d'une mobilisation médiatique et ses limites : L'exemple d'Act Up-Paris. *Presse universitaire de France*. 277.

Neveu, É. (2005). *Sociologie des mouvements sociaux*. La Découverte.
<https://doi.org/10.3917/dec.neveu.2005.01>

Neveu, É. (2011). *Sociologie des mouvements sociaux*: Vol. 5e éd. La Découverte; Cairn.info. <https://www.cairn.info/sociologie-des-mouvements-sociaux-9782707169358.htm>

Ollitrault, S. (1996). Science et militantisme : Les transformations d'un échange circulaire. Le cas de l'écologie française. *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 9(36), 141-162. <https://doi.org/10.3406/polix.1996.1983>

Ollitrault, S. (1999). De la caméra à la pétition-web : Le répertoire médiatique des écologistes. *Réseaux. Communication - Technologie - Société*, 17(98), 153-185.
<https://doi.org/10.3406/reso.1999.2183>

Robineau, C. (2020). Pour une sociologie des écologistes radicaux. Quelques éléments programmatiques. *e-cadernos CES*, 34, Article 34. <https://doi.org/10.4000/eces.5494>

Sussfeld, F., & Gagnebien, A. (2023). Scénariser le monde d'après en temps de confinement. In M. Durampart (Éd.), *Les émergences du monde d'après* (L'Harmattan, p. 133-159).

Topçu, S., Cuny, C., & Serrano-Velarde, K. (Éds.). (2008). *Savoirs en débat : Perspectives franco-allemandes*. L'Harmattan.

